

Et Encore De La Violence faite aux femmes

Le Collectif

Once More, Violence Against Women

On Tuesday, November 7, about two hundred Montrealers, mostly women, gathered together outside a downtown theatre, to protest the performance of the punk rock group Battered Wives.

Dans la soirée du 7 novembre 1978, quelque 200 manifestant/e/s se sont réuni/e/s devant le Théâtre St-Denis où le groupe 'Battered Wives' (Femmes battues) se produisait en première partie du spectacle d'Elvis Costello, afin de dénoncer publiquement encore une fois la violence faite aux femmes.

Qu'est donc 'Battered Wives', ce groupe dont le dernier album a fait l'étalage des vitrines du magasin 2000 plus, rue Mansfield, au mois d'août dernier à Montréal? Pourquoi notre révolte?

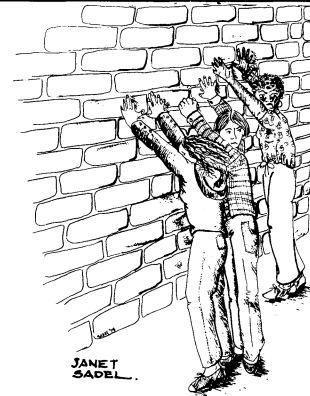
Qui est BATTERED WIVES

Battered Wives est un groupe 'punk rock' qui a pris naissance à Toronto et existe depuis deux ans. Pendant quelques mois, leur disque a fait la une des vitrines de certains marchands de disques et a suscité par la pochette ironique et mensongère, la colère de plusieurs femmes.

La couverture de l'album montre une jeune séductrice invitant quatre jeunes hommes à monter dans sa limousine. A l'endos nous revoyons cette même jeune femme remontant dans sa voiture, abandonnant derrière elle les auto-stoppeurs à moitié-morts, victimes d'un assaut sexuel. En toute conscience, la conception de cet album n'est que supercherie parce qu'elle renverse la réalité des femmes battues et les présente comme instigatrices de violence plutôt que victimes. Il est intolérable que ces problèmes quotidiens (agressions, viols, etc.) vécus par les femmes à des fins purement commerciales de certains individus.

C'est ainsi que prit forme la Coalition des femmes de Montréal contre la violence faite aux femmes. A deux reprises elles ont organisé une manifestation devant le magasin 2000 plus avec l'appui du Syndicat des Musiciens du Québec. Suite à ces protestations, le Café Campus de Montréal annule le spectacle (malgré l'offre de \$3,500 de Battered Wives pour se produire) et la NSU (Union nationale des étudiants canadiens) vote un règlement interdisant aux universités et aux collèges la présentation de groupes encourageant la violence faite aux femmes. Les Universités Concordia de Montréal et Carleton d'Ottawa ont contremandé le spectacle. Parallèlement, 125 membres de la Coalition Women Against Violence Against Women de Toronto ont manifesté pacifiquement (avec l'appui et la PROTECTION de la police) devant le Centre O'Keefe de la même ville où Battered Wives se produisait.

Suite à ces pressions, le groupe a annoncé le 2 novembre qu'il s'appellerait 'Wives' pour les productions de spectacle. Ce geste hypocrite ne change rien à son titre et à sa pochette offensante. Il est important de noter que le groupe avait d'abord choisi le nom 'Niggers in a Woodpile', (Nègres sur un tas de bois), mais le jugeant trop ouvertement raciste et possiblement néfaste pour leur publicité, a opté pour celui qu'on connaît déjà. Mais le plus grand racisme n'est-il pas le SEXISME? ? ? Tous les jours les femmes sont confrontées à une société patriarcale et sexiste où on leur refuse les droits élémentaires sous prétexte de destinée biologique. Cette répression connaît son point culminant dans la violence physique qui exprime ce désir de réduire les



femmes à l'état d'objets. Mais ces dernières ont envie de vivre, de s'exprimer librement. Le temps de la révolte est déjà commencé et c'est pourquoi elles ont décidé de manifester ouvertement, ce mardi soir 7 novembre, leur colère contre l'exploitation de leur condition.

Apprenant que le groupe Battered Wives se produisait le soir du 7 novembre 1978 au Théâtre St-Denis, la Coalition des femmes de Montréal contre la violence faite aux femmes décide d'organiser un piquetage pour exprimer sa désapprobation. Dès 7h.30, pancartes en mains et scandant les slogans tels que: 'Contre la violence faite aux femmes', 'Les femmes battues ne font pas de musique', et 'Pas de profit sur nos dos', les manifestant/e/s circulaient paisiblement sur le trottoir et demandaient aux spectateurs qui entraient de ne pas assister à la première partie du spectacle. Tout se déroulait dans le calme sous le regard amusé des policiers de la CUM. Pendant ce temps, arrivaient d'un peu partout d'autres voitures de police. Soudain, vers 8h.20, les policiers 'ordinaires' nous encerclèrent, ne laissant aucune place pour circuler, bloquant l'accès à la rue.

Pour préserver le calme et le sang-froid, les manifestant/e/s s'assirent sur le trottoir, démontrant ainsi leur attitude de non-violence et leur intention pacifique. Il en fut ainsi pendant 15 minutes environ où les gens, toujours assis, proclamaient leur désapprobation. C'est alors qu'on vit s'approcher la brigade anti-émeute, matraque en main, descendre la rue St-Denis et exécuter un virage en bloc devant le théâtre. Au moment même où un policier demandait à faible voix de circuler (chose impossible puisque nous étions encerclé(e/s)), l'anti-émeute empoigna plusieurs d'entre nous en les jetant violemment dans les paniers à salade déjà sur place depuis 10 minutes. La foule, au comble de l'indignation, criait encore plus fort, 'Contre la violence faite aux femmes.' Devant cette obstination, l'anti-émeute se mit à pourchasser les manifestant/e/s jusqu'à la rue Ontario, en distribuant ça et là coups de matraque.

Peu avant cette brusque intervention, seize femmes de la Coalition ont pénétré dans le théâtre (billets achetés à l'avance), afin d'intervenir pendant le spectacle. Ce n'est que plus tard qu'elles se sont mises à lancer des tomates, oeufs et farine sur la scène pour exprimer leur indignation et tenter de sensibiliser le public. Peine perdue. Les gardes de sécurité engagés par Donald K. Donald les évacuèrent rapidement et les jetèrent aux mains des 'Flics'.

Toutes ces femmes furent victimes de violence à degrés variés pour avoir osé exprimer le fond de leur pensée. (Au temps de Shakespeare, tout bon spectateur s'amenait avec sa provision de tomates et d'oeufs pour manifester son mécontentement. Ce procédé existe encore dans les pays latins.) Il est à noter que

les arrestations faites à l'extérieur du théâtre n'étaient d'aucune façon motivées par l'intervention intérieure puisque celle-ci eut lieu beaucoup plus tard.

On apprit par la suite que 57 personnes furent arrêtées et détenues au poste 4, plusieurs jusqu'à 4 heures du matin et ce sans qu'on porte aucune accusation contre elles.

Conclusion

Battered Wives exploite, ridiculise et approuve donc par le fait même les violences et la discrimination que les femmes subissent chaque jour, et ce, pour servir leur intérêts commer-

ciaux. '... L'acte que nous avons posé est une riposte publique à une injure publique... et il n'en est résulté qu'une réponse violente à un piquetage légal et pacifique. Il n'y a donc aucune mesure commune entre l'acte posé et la réaction que nous avons subie.'

Pourquoi tant de repression?

Quel est ce pays qui se dit libre d'expression?

Quelle est cette présumée démocratie?

Qui sont donc ces policiers supposés défenseurs de la paix?

De qui reçoivent-ils leurs ordres?

Qui veut tant réduire les femmes au silence? Pourquoi?

Times Change: A Women's Employment Service

Frances Rooney

Un examen des activités de conseil et de placement de Times Change Women's Employment Service, de ses difficultés actuelles et de son avenir menacé.

During the past ten years women have been asserting our right to work and to *be paid* in all those currencies men of this post-industrial world take for granted: money, respect, status, and security. The unbelievable economic, psychological, and physical resources that have been used to oppose us provide ample indication of what there is to gain, of what others are afraid of losing. Because of these odds and because we have fought with almost no support, those few places that exist to provide information and assistance are vital if we are to continue the fight for the right to work.

Times Change is one of those places. Since it opened in September 1974, its clients have included women of all ages and all backgrounds. Women who had never worked outside the home, and women who had never stayed and worked exclusively in the home. Some of them were torn by the frustration of working for people who had a fraction of their own ability and they wanted to investigate alternative career possibilities. Other clients arrived at Times Change wanting or needing to find work, but fearful that they had no marketable skills, and unsure of their ability to survive in the job market.

Through workshops, individual counselling, and a job placement service, Times Change has provided women with the necessary tools for finding paid employment. It has helped them become aware of alternatives to traditional and often oppressive employment situations and to reach their own potential. Times Change also conducts evening legal clinics, sponsors consciousness-raising groups and has a comprehensive collection of resource material on women and the labour force.

Times Change has helped women through all stages of job preparation and search. Because its services are free it is unique in the Toronto area. Womanpower in London, Ont., provides a service comparable to that offered by Times Change, and it is now suffering cut backs. A similar agency in Vancouver recently closed down. Another in Montreal has just been dropped. Another in Ottawa hasn't been heard from in quite a while. Now Times Change is in trouble.

Times Change is a Canada Manpower Outreach project. The purpose of Outreach is to extend Manpower services to groups in the community which are disadvantaged in terms

of their employability and for whom Manpower feels it is providing inadequate service. When Times Change opened, youth and women were priorities of both Manpower and Outreach. But women and youth are no longer priorities.

The new top three priorities are Native people, remote communities, and the physically and mentally disabled. These can in no way be construed to include women *per se*. Still priorities, but lower on the list again, are the chronically unemployed, people receiving family benefits, and those experiencing great difficulty entering the labour force. It is into these 'less important' categories that many women fall.

Had Times Change been unwilling to alter its target groups, it would have been given three months in which to wind down its operations and in December 1978 would have ceased to exist. Since the group is willing to make changes, it has been given a six-month contract. During that six months, the nine women who work at Times Change must evolve a plan of action and change the services they offer in order to aim more directly at the revised target group. If they manage to satisfy those who control the Outreach contracts, they will, in March 1979, be considered for another contract which will be a maximum of fifty percent of the present contract. That is, *if* all goes well, at the end of those six months, the agency's budget will be cut in half, its staff reduced, and its office space re-negotiated. Then—it *may* be allowed to carry on.

Women are powerless because we refuse to use what power we have. We have *number* power. Help preserve these services for women by writing your MP *now*. If every woman who reads this article writes to Ottawa then these agencies will survive.

Write to: Bud Cullen, Minister of Employment & Immigration
305 Rideau St.
Ottawa K1A 0J9

Send a copy to: Times Change
17 Sheppard Ave. W.
Willowdale, Ont.
M2J 1L9
Tel: (416) 221-5575